

Octobre 2025

iles
de
paix

Analyse

Transition des systèmes alimentaires : de l'autonomie à la robustesse

Construit sur des logiques d'optimisation, de spécialisation et de dépendance aux marchés internationaux, le système alimentaire mondialisé montre une vulnérabilité de plus en plus manifeste face aux chocs : ruptures d'approvisionnement, hausse des prix, perte de souveraineté sur les choix alimentaires... La relocalisation, perçue un temps comme un gage d'autonomie, a depuis montré ses limites, ouvrant la voie à des approches plus souples et capables de s'adapter.

Découvrez
nos autres publications



Avec le soutien de

Olivier Genard

 FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Transition des systèmes alimentaires : de l'autonomie à la robustesse

© Canva

La gravure de la couverture illustre la fable du chêne et du roseau, métaphore de deux manières de faire face à l'adversité : face au vent, le chêne reste stoïque, "sans courber le dos" et finit déraciné par la tempête tandis que le roseau "plie et ne [se] rompt point".

Un système alimentaire fragile

Depuis plusieurs années, et avec une acuité croissante depuis les crises sanitaires et géopolitiques récentes, les limites du système alimentaire mondialisé sont de plus en plus manifestes. Construit sur des logiques d'optimisation, de spécialisation et de dépendance aux marchés internationaux, ce système montre sa vulnérabilité face aux chocs : ruptures d'approvisionnement^[1], hausse des prix^[2] et perte de souveraineté sur les choix alimentaires, pour ne citer que quelques exemples. Ainsi, selon le Centre d'analyse des risques liés au changement climatique (CERAC), la Belgique pourrait perdre 9,5 milliards d'euros par an d'ici 2050, soit environ 2 %

de PIB, en raison des températures extrêmes, des sécheresses et des inondations. En réaction, un consensus s'est formé autour de la nécessité d'un changement profond de modèle. Mais que viser exactement ? Quelles politiques adopter pour aller vers des systèmes alimentaires plus durables ?

*Mais que viser
exactement ? Quelles
politiques adopter pour
aller vers des
systèmes alimentaires
plus durables ?*

^[1] Durant la crise COVID, des ruptures d'approvisionnement ont été observées en Belgique sur certaines huiles et produits secs tels que les pâtes, le riz et la farine.

^[2] Au début de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, les prix du blé ont connu une hausse spectaculaire, l'indice des prix des céréales de la FAO atteignant un nouveau record et les prix du blé sur le marché mondial augmentant d'environ 28 % avant de se stabiliser. Cette flambée a eu un impact direct et sévère sur les pays africains, dépendants des importations, entraînant une hausse du coût de la farine de blé, du pain et menaçant la sécurité alimentaire.

Relocaliser les systèmes alimentaires pour plus d'autonomie

Parmi les pistes explorées, la **relocalisation des systèmes alimentaires** s'impose comme une réponse évidente. L'engouement pour les circuits courts, la vente directe, les GASAP (Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne) et les marchés locaux, tout cela traduit une aspiration à reprendre la main sur notre alimentation. Cette orientation est d'ailleurs apparue d'autant plus évidente lors de la crise du COVID-19, qui a révélé la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales, puis avec la guerre en Ukraine, qui a perturbé les marchés céréaliers et augmenté les coûts de l'énergie et des intrants agricoles.



Iles de Paix a consacré un numéro de la collection *Phosphore* à la relocalisation des systèmes alimentaires. Découvrez-le sur ilesdepaix.org !

Dans un premier temps, les acteurs de la relocalisation lui ont assigné un objectif de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la capacité à décider de ce que l'on mange, de comment on le produit et pour qui, mais aussi et surtout un objectif de retour à une plus grande **autonomie** à l'échelle des territoires, afin de réduire la dépendance à l'extérieur de ceux-ci et de renforcer le lien entre producteurs et consommateurs.

Cette dynamique semble à la fois logique et désirable : en se rapprochant des sources de production, on renforce la transparence, on soutient l'économie locale et on réduit potentiellement l'empreinte carbone de notre alimentation. Par ailleurs, la recherche d'une plus grande autonomie alimentaire constitue un levier extrêmement mobilisateur pour engager les communautés, entreprises et institutions sur la voie d'une reconfiguration du système alimentaire dans

la mesure où elle s'appuie sur les moteurs de la sécurité, de la justice et de la réappropriation citoyenne.

Les limites de l'autonomie alimentaire territoriale

Néanmoins, cette quête d'autonomie a des limites qu'il ne faut pas négliger. Prenons le cas de Bruxelles. Avec plus d'un million d'habitants, la Région bruxelloise dépend largement des territoires périphériques pour son approvisionnement alimentaire. Même si le Plan Good Food 2.0 vise une transition alimentaire durable en favorisant la production locale et biologique, l'autosuffisance alimentaire de la capitale reste très limitée : les terres agricoles sont rares et souvent morcelées, et l'essentiel des produits consommés vient de Flandre, de Wallonie mais aussi, en grande proportion, de l'étranger.



La recherche d'autonomie à l'échelle des systèmes alimentaires locaux fait donc face à certaines limites :

La première est d'ordre **technique et structurel**. Nos territoires agricoles se sont historiquement spécialisés en fonction de leurs ressources, de leur climat, de leurs filières. Revenir à une agriculture diversifiée, capable de produire localement toute la gamme de produits nécessaires à l'alimentation d'une population urbaine dense, relève du défi logistique et agronomique.

Revenir à une agriculture diversifiée, capable de produire localement toute la gamme de produits nécessaires à l'alimentation d'une population urbaine dense, relève du défi logistique et agronomique.

En Wallonie, région agricole par excellence, la production de céréales, de pommes de terre et de betteraves ainsi que l'élevage bovin dominant. Quant à la production de légumineuses, de fruits ou de certaines céréales panifiables, elle reste insuffisante pour répondre à la demande locale. L'exemple de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise montre qu'une relocalisation partielle est possible, mais qu'elle implique des changements profonds dans les pratiques agricoles et les infrastructures de transformation^[3].



**Ceinture
Aliment-Terre
Liégeoise**

La deuxième limite est d'ordre relationnel et sécuritaire. Viser l'autonomie totale, c'est prendre le risque de se couper des apports extérieurs. Or, **l'interdépendance entre territoires est une richesse** : elle permet de bénéficier des complémentarités climatiques, agronomiques, culturelles. Par ailleurs, en cas de crise locale (sécheresse, inondation, maladie des cultures), un territoire isolé est bien plus vulnérable qu'un territoire interconnecté. En 2020, lors de la pandémie, certains producteurs belges ont dû faire face à une perte de débouchés classiques (fermeture des marchés, des restaurants, de l'export). Ce sont alors les collaborations avec d'autres circuits de distribution, y compris transfrontaliers, qui ont permis d'écouler une partie des productions. Cette agilité a été rendue possible par l'existence préalable de réseaux, comme entre la Wallonie et le nord de la France, par exemple.

Une troisième limite, souvent négligée, est d'ordre **environnemental**. La recherche d'autonomie alimentaire peut conduire à des choix peu écologiques si elle est poursuivie à tout prix. Par exemple, produire localement des légumes d'été en hiver, dans des serres chauffées et alimentées par des énergies fossiles, peut avoir une empreinte carbone bien supérieure à celle de légumes importés de manière efficiente depuis le sud de l'Europe, où le climat permet une culture naturelle. Ainsi, vouloir assurer l'autonomie hivernale en tomates ou courgettes à Bruxelles ou Namur est évidemment contreproductif d'un point de vue environnemental. Cela amène à poser le constat que *local* ne signifie pas systématiquement *durable*. Une analyse en cycle de vie complet est nécessaire pour évaluer l'impact environnemental réel des productions locales versus importées.

Aussi, plutôt que l'autonomie comme fin en soi, il serait plus pertinent de rechercher **une forme d'équilibre entre relocalisation et interdépendance choisies** entre communautés engagées en faveur d'une transformation des systèmes alimentaires (par exemple, entre coopératives de producteurs engagés dans la transition agroécologique).

^[3] Source : *Soutenir la relocalisation de l'alimentation en Wallonie : cartographie et analyse de l'offre alimentaire* (UCLouvain / Sytra, 2022-23)

La résilience : une alternative plus souple ?

Tenant compte de ce qui précède, la notion de résilience apparaît comme un nouvel horizon pour les systèmes alimentaires territorialisés. Inspirée des sciences de la santé (en particulier la psychologie) la résilience désigne la **capacité d'un système à absorber un choc, à se réorganiser et à rebondir vers un fonctionnement acceptable**. Ce concept de résilience a été récupéré dans le domaine de l'écologie, où il est associé à la capacité à s'adapter et à se transformer dans un environnement fluctuant.



Dans le champ d'un système alimentaire territorial, cela suppose notamment de :

- s'engager dans une transition agroécologique des systèmes productifs ;
- sortir de la monoculture et revenir à une production agricole diversifiée (polyculture-élevage) ;
- garantir une diversité de sources d'approvisionnement ;

- disposer de stocks de sécurité ;
- préserver les compétences locales de production et de transformation ;
- anticiper les risques grâce à une veille territoriale et à des outils de gestion de crise.

La stratégie de résilience alimentaire de la ville de Gand illustre bien cette approche : en s'appuyant sur un réseau de fermes périurbaines, une plateforme coopérative et une logistique municipale, la ville vise à garantir un accès à une alimentation durable en toutes circonstances, tout en maintenant un lien fort avec la production locale[4].

La résilience est donc une **capacité d'adaptation** essentielle pour faire face aux perturbations présentes et futures. Toutefois, comme le souligne le biologiste Olivier Hamant, l'acception psychologique de la résilience qui domine pour le moment repose le plus souvent sur l'idée d'un **retour à la normale** faisant suite à un choc ou à une crise. Or, dans un monde en mutation permanente, cette "normalité" n'est ni stable, ni toujours souhaitable. En d'autres termes : est-il vraiment toujours pertinent de vouloir retrouver l'équilibre d'avant la crise, si celui-ci était justement la source de nos vulnérabilités ? Pour Olivier Hamant, l'essentiel n'est pas de retrouver l'équilibre, mais bien de créer les conditions grâce auxquelles on ne tombe pas[5].

Est-il vraiment toujours pertinent de vouloir retrouver l'équilibre d'avant la crise, si celui-ci était justement la source de nos vulnérabilités ?

[4] Source : [ville de Gand](#).

[5] Hamant O. (2003), *Antidote au culte de la performance*, Gallimard, p48.

La robustesse : une troisième voie inspirée du vivant

C'est ici qu'intervient le concept de **robustesse**, développé notamment par Olivier Hamant. Ce concept est proche de celui de la résilience telle qu'elle est envisagée dans le domaine de l'écologie, tout en y apportant une nuance, dans la mesure où il désigne la **capacité à prévenir les chocs en intégrant la réalité d'un monde fluctuant**.

En effet, dans le monde vivant, les plantes ne réagissent pas aux perturbations en revenant à un schéma préétabli. Au contraire, elles exploitent la variabilité, l'imprévu et même les erreurs pour générer de nouvelles formes, de nouvelles réponses, parfois plus adaptées.

Olivier Hamant s'inspire de ces mécanismes adaptatifs du vivant pour les appliquer à nos sociétés. Il en déduit que la spécialisation ainsi que la recherche d'efficacité et d'efficience ne sont plus adaptées au monde fluctuant qui est désormais le nôtre. Dans un monde turbulent, il nous faut basculer de la recherche de la performance à la recherche de la robustesse, quitte à être moins efficaces. Cela passe essentiellement par **un encouragement à la diversité des solutions** et par la **création de liens entre elles, afin de faire face à l'imprévisibilité**.

Il nous faut basculer de la recherche de la performance à la recherche de la robustesse, quitte à être moins efficaces.

Un exemple particulièrement intéressant est celui de l'initiative "Toronto Food Policy Council" menée par la ville de Toronto, au Canada^[6]. Réunissant des acteurs publics, privés, associatifs et citoyens, ce conseil alimentaire met en place une approche systémique de l'alimentation. Il favorise une diversité d'acteurs, soutient les agricultures urbaines, met en lien les politiques de santé, d'environnement et de justice sociale et développe des filets de sécurité alimentaire flexibles pour les populations vulnérables. Ainsi distribuée et non centralisée, cette gouvernance permet une grande capacité d'adaptation face aux crises, illustrant une forme de robustesse institutionnelle.



[6] <https://foodpolicy.to/>



Un autre exemple est celui du réseau “Foodshed”^[7], dans l’État de New York, qui vise à connecter, de manière résiliente et flexible, les zones de production agricole rurales avec les centres urbains. Plutôt que de viser une autosuffisance locale stricte, le modèle *Foodshed* repose sur la diversification des partenariats, la relocalisation partielle et le maintien d’interconnexions multiples pour garantir la robustesse de l’ensemble du système.

La robustesse invite ainsi à une forme d’**écologie systémique** : faire le deuil de la maîtrise totale, accepter l’incertitude comme une donnée de base, et construire des systèmes qui vivent avec les aléas plutôt que contre eux.

Vers une écologie alimentaire de la robustesse

Dans le cadre des démarches de relocalisation des systèmes alimentaires, passer d’un objectif d’autonomie à un objectif de résilience, avant d’arriver à un objectif de robustesse, suppose d’abord de changer de regard. D’abandonner l’illusion d’un système parfait, stable, optimisé, au profit d’une logique de **souplesse, d’adaptation et d’évolution permanente**.

Concrètement, cela implique :

- de repenser les politiques alimentaires locales à partir de leur **capacité adaptative** plutôt que d’un objectif de retour à la normale ;
- d’encourager, au sein du territoire, l’installation de zones agricoles où la **diversité des cultures et des pratiques** protège contre les aléas climatiques et économiques ;
- de développer des **réseaux interterritoriaux de solidarité alimentaire** capables de réagir rapidement aux crises ;
- d’intégrer l’**incertitude comme moteur d’innovation** plutôt que comme menace à éliminer.

Enfin, l’alimentation ne peut être isolée des autres dimensions du vivant : climat, biodiversité, énergie, santé. La robustesse impose une pensée transversale, qui articule les échelles (du local au global) et les domaines (agriculture, alimentation, urbanisme, économie).

Cultiver la robustesse pour nourrir l’avenir

Face aux crises alimentaires actuelles et à venir, l’objectif que s’assignent les acteurs de la relocalisation des systèmes alimentaires ne peut plus être l’autonomie, qui s’avère illusoire, ni la résilience, trop conservatrice dans un monde bousculé. **Rechercher la robustesse, c’est-à-dire la capacité à évoluer avec les chocs, à inventer de nouveaux équilibres, à s’adapter sans cesse, apparaît comme une voie plus réaliste et pertinente.**

Cette transformation n’est pas qu’agronomique ou logistique : elle est aussi sociale, culturelle, politique, économique et systémique. Elle exige de repenser nos indicateurs de succès, nos modèles de gouvernance, notre rapport au vivant et au temps. Elle suppose surtout de reconnaître que **la robustesse ne sera réelle que si elle est juste et partagée** : l’accès équitable à une alimentation de qualité est une condition fondamentale. Les Groupes de soutien à l’agriculture paysanne (GASAP), les potagers collectifs, les coopératives de producteurs et consommateurs, les cuisines de quartiers ou les circuits courts montrent déjà comment les habitants peuvent devenir acteurs de cette transformation.

Rechercher la robustesse, c’est accepter de ne pas tout contrôler, mais choisir de mieux vivre avec l’incertain. C’est aussi accepter de ne pas chercher à ce que tout soit ultra efficace, mais favoriser la diversité et les interrelations. C’est peut-être le seul moyen de garantir une sécurité alimentaire durable dans un monde définitivement changeant. Mais cette robustesse ne se construira pas seule : **elle appelle l’engagement des collectivités, des producteurs, des pouvoirs publics et des citoyens. Chacun, chacune a un rôle à jouer pour bâtir des systèmes alimentaires capables de nourrir, équitablement et durablement, nos sociétés.**

[7] <http://urbandesignlab.columbia.edu/projects/food-and-the-urban-environment/nyc-regional-food-shed-initiative/>

Éditeur responsable
Iles de Paix ASBL
Rue du Marché 37
4500 Huy
085 23 02 54

education.permanente@ilesdepaix.org
www.ilesdepaix.org

**iles
de
paix**